

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Pepe-Escobar-La-Chine-peut-elle-aider-le-Bresil-a-relancer-son-soft-power-mondial>

Pepe Escobar : La Chine peut-elle aider le Brésil à relancer son soft power mondial ?

- Les Cousins - Brésil -
Date de mise en ligne : samedi 24 décembre 2022

Description :

Pepe Escobar : La Chine peut-elle aider le Brésil à relancer son soft power mondial ? Bolsonaro a réduit le Brésil au statut d'exportateur de ressources ; Lula devrait maintenant suivre l'exemple de l'Argentine dans l'Initiative Ceinture et Route (...)

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Bolsonaro a réduit le Brésil au statut d'exportateur de ressources ; Lula devrait maintenant suivre l'exemple de l'Argentine dans l'[Initiative Ceinture et Route](#).

Le texte transformé a été copié dans le presse-papier : il ne vous reste plus qu'à le coller (Ctrl-V) dans SPIP. Bonne chance !

La Chine peut-elle aider le Brésil à relancer son soft power mondial ?

Bolsonaro a réduit le Brésil au statut d'exportateur de ressources ; Lula devrait maintenant suivre l'exemple de l'Argentine dans l' [Initiative Ceinture et Route](#) .

Dix jours d'immersion totale au Brésil ne sont pas pour les timorés. Même en se limitant aux deux principales mégapoles, Sao Paulo et Rio, le fait d'observer en direct l'impact des crises économiques, politiques, sociales et environnementales imbriquées, exacerbées par le [projet de Jair Bolsonaro](#), laisse pantois.

Le retour de Luiz Inácio Lula da Silva pour ce qui sera son troisième mandat présidentiel, à partir du 1er janvier 2023, est une histoire extraordinaire traversée par des tâches à la [Sisyphé](#). Il devra en même temps :

lutter contre la pauvreté ;
renouer avec le développement économique tout en redistribuant les richesses ;
réindustrialiser la nation ;
et dompter le pillage de l'environnement.

Cela obligera son nouveau gouvernement à faire appel à des pouvoirs créatifs imprévus en matière de persuasion politique et financière.

Même un politicien médiocre et conservateur comme [Geraldo Alckmin](#), ancien gouverneur de l'État le plus riche de l'Union, Sao Paulo, et coordinateur de la transition présidentielle, a été tout simplement étonné de voir comment quatre années de projet Bolsonaro ont donné lieu à une corne d'abondance de documents disparus, un trou noir concernant toutes sortes de données et des pertes financières inexplicables.

Il est impossible de déterminer l'ampleur de la corruption dans tous les domaines, car rien n'est enregistré dans les livres : Les systèmes gouvernementaux n'ont pas été mis à jour depuis 2020.

Alckmin résume la situation : « *Le gouvernement Bolsonaro s'est produit à l'âge de pierre, où il n'y avait pas de mots ni de chiffres* ».

Désormais, chaque politique publique devra être créée, ou recrée à partir de zéro, et de graves erreurs seront inévitables en raison du manque de données.

Et bien sur, nous ne parlons pas d'une république bananière, même si le pays en question regorge de (délicieuses) bananes.

En termes de *Parité de Pouvoir d'Achat* (PPA), selon le *Fonds Monétaire International* (FMI), le Brésil reste la huitième puissance économique mondiale, même après les années de dévastation de Bolsonaro - derrière la Chine, les États-Unis, l'Inde, le Japon, l'Allemagne, la Russie et l'Indonésie, et devant le Royaume-Uni et la France.

Une campagne impériale étasunienne concertée depuis 2010, dûment dénoncée par [WikiLeaks](#), et mise en oeuvre par les élites compradores locales, a visé la présidence de Dilma Rousseff - les champions nationaux de l'entrepreneuriat brésilien - et a conduit à la destitution (illégale) de Rousseff et à l'emprisonnement de Lula pendant 580 jours sur la base d'accusations fallacieuses (toutes abandonnées par la suite), ouvrant la voie à la victoire de Bolsonaro à la présidence en 2018.

Sans cette accumulation de désastres, le Brésil, leader naturel du Sud mondial, pourrait être placé au rang de cinquième puissance géoéconomique mondiale.

Ce que veut le gang des investisseurs

[Paulo Nogueira Batista Jr](#), ex viceprésidente del [Nuevo Banco de Desarrollo](#) (NBD), o banco de los BRICS, va directo al grano : la dependencia de Brasil de Lula es extremadamente problemática.

Selon Batista, Lula doit faire face à au moins trois blocs hostiles.

L'extrême droite soutenue par une faction importante et puissante des Forces Armées - et cela ne comprend pas seulement les bolsonaristes, qui sont encore devant quelques casernes à contester le résultat de l'élection présidentielle ;

La droite physiologique qui domine le Congrès - connue au Brésil sous le nom de « Grand Centre » ;

Le capital financier international - qui, comme on pouvait s'y attendre, contrôle la majeure partie des médias grand public.

Le troisième bloc, dans une large mesure, a embrassé avec joie la notion de Lula d'un Front uni capable de vaincre le projet Bolsonaro (lequel projet, soit dit en passant, n'a jamais cessé d'être immensément rentable pour le troisième bloc).

Maintenant, ils veulent leur part. Les médias grand public se sont instantanément tournés vers la mise au pas de Lula, en opérant une sorte d'« *inquisition financière* », comme l'a décrit l'économiste de renom [Luiz Gonzaga Belluzzo](#).

En nommant [Fernando Haddad](#), fidèle de longue date du *Partido dos Trabalhadores* [Est un parti politique brésilien de centre gauche fondé en 1980], au poste de ministre des Finances, Lula a indiqué qu'il serait en fait chargé de l'économie. Haddad est professeur de sciences politiques et a été un bon ministre de l'Éducation, mais il n'est pas un gourou de l'économie. Les acolytes de la déesse du marché, bien sûr, le rejettent.

Une fois encore, c'est le *swing* caractéristique de Lula en action : Il a choisi d'accorder plus d'importance à ce qui sera des négociations complexes et prolongées avec un Congrès hostile pour faire avancer son programme social, confiant que tous les linéaments de la politique économique sont dans sa tête.

Un déjeuner avec certains membres de l'élite financière de Sao Paulo, avant même que le nom de Haddad ne soit annoncé, a offert quelques indices fascinants. Ces personnes sont connues sous le nom de « *Faria Limers* », du nom de l'avenue Faria Lima, qui abrite plusieurs bureaux de banques d'investissement postmodernes ainsi que les

sièges de *Google* et de *Facebook*.

Parmi les participants au déjeuner, ce trouvent quelques investisseurs enragés contre le Parti des Travailleurs, les proverbiaux néolibéraux non reconstruits, mais la plupart d'entre eux sont enthousiastes quant aux possibilités de faire fortune, dont un investisseur à la recherche de transactions impliquant des entreprises chinoises.

Le mantra néolibéral de ceux qui sont prêts - possiblement - à parier sur Lula (pour un prix) est la « *responsabilité fiscale* ». Cela se heurte frontalement à l'accent mis par Lula sur la justice sociale.

C'est là que Haddad se révèle être un interlocuteur utile et poli, car il privilégie la nuance, soulignant que le fait de ne regarder que les indicateurs du marché et d'oublier les 38% de Brésiliens qui ne gagnent que le salaire minimum (1 212 réales brésiliens soit 233 dollars par mois) n'est pas vraiment bon pour les affaires.

Les arts sombres du non-gouvernement

Lula a déjà gagné sa première bataille : l'approbation d'un amendement constitutionnel qui permet de financer davantage les dépenses sociales.

Cela permet au gouvernement de conserver le programme phare d'aide sociale [Bolsa Família](#) - d'environ 13 dollars par mois par famille au seuil de pauvreté - au moins pour les deux prochaines années.

Une promenade dans le centre-ville de Sao Paulo - qui, dans les années 1960, était aussi chic que le centre de Manhattan - offre un triste cours accéléré sur l'appauvrissement, les entreprises fermées, les sans-abri et le chômage endémique. Le fameux « [Crack Land](#) » ou « *Cracolândia* » - autrefois limité à une rue - englobe aujourd'hui tout un quartier, à l'image du Los Angeles junkie et post-pandémique.

Rio offre une ambiance complètement différente, si l'on va se promener à Ipanema par une journée ensoleillée, ce qui est toujours une expérience sensationnelle. Mais Ipanema vit dans une bulle. Le vrai Rio des années Bolsonaro - économiquement massacré, désindustrialisé, occupé par des milices - a été évoqué lors d'une [table ronde](#) en ville où j'ai échangé, entre autres, avec un ancien ministre de l'Énergie et l'homme qui a découvert les immenses réserves de pétrole dans [les roches pré-salifères](#).

Dans les questions-réponses, un homme noir issu d'une communauté très pauvre, a mis en avant le principal défi pour le troisième mandat de Lula : Pour être stable et capable de gouverner, il doit être soutenu par les secteurs les plus pauvres de la population.

Cet homme a exprimé ce qui ne semble pas faire l'objet d'un débat au Brésil : comment se fait-il qu'il y ait des millions de bolsonaristes pauvres - nettoyeurs de rue, livreurs, chômeurs ? Le populisme de droite les a séduits - et les ailes établies de la gauche réveillée n'avaient, et n'ont toujours, rien à leur offrir.

S'attaquer à ce problème est aussi grave que la destruction des géants brésiliens de l'ingénierie par le racket de la « *corruption* » de [Lava Jato](#). Le Brésil compte aujourd'hui un grand nombre d'ingénieurs qualifiés au chômage. Comment se fait-il qu'ils ne se soient pas suffisamment organisés politiquement pour récupérer leur emploi ? Pourquoi devraient-ils se résigner à devenir des chauffeurs Uber ?

[José Manuel Salazar-Xirinachs](#), le nouveau chef de la *Commission Economique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes* (CEPALC), peut se moquer de l'échec économique de la région, qui est encore pire aujourd'hui que pendant la « *décennie perdue* » des années 1980 : La croissance économique annuelle

moyenne de l'Amérique Latine au cours de la décennie allant jusqu'en 2023 ne devrait être que de 0,8%.

Pourtant, ce que l'ONU est incapable d'analyser, c'est comment un régime néolibéral pilleur tel que celui de Bolsonaro a réussi à « élever » à des niveaux toxiques imprévus les arts sombres que sont le peu ou l'absence d'investissements, la faible productivité et l'importance quasi nulle accordée à l'éducation.

La Présidente Dilma dans la mire

Lula n'a pas tardé à résumer la nouvelle politique étrangère du Brésil, qui sera totalement multipolaire et mettra l'accent sur l'intégration de l'Amérique Latine, le renforcement des liens avec le Sud mondial et la réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU (en accord avec les membres du BRICS, la Russie, la Chine et l'Inde).

[Mauro Vieira](#), un diplomate compétent, sera le nouveau ministre des Affaires Etrangères. Mais l'homme qui peaufinera le Brésil sur la scène mondiale sera [Celso Amorim](#), l'ancien ministre des Affaires étrangères de Lula de 2003 à 2010.

Lors d'une [conférence](#) qui nous a réunis à Sao Paulo, Amorim a expliqué la complexité du monde dont Lula hérite aujourd'hui, par rapport à 2003. Pourtant, outre le changement climatique, les principales priorités - réaliser une intégration plus étroite avec l'Amérique du Sud, relancer l'UNASUR (l'Union des nations sud-américaines) et se rapprocher à nouveau de l'Afrique - restent les mêmes.

Et puis il y a le Saint Graal : « de bonnes relations avec les États-Unis et la Chine ».

L'Empire, comme on peut s'y attendre, surveillera de très près ces relations. Le conseiller Des Etats-Unis à la Sécurité nationale, Jake Sullivan, s'est rendu à Brasilia, pendant les premiers jours de la Coupe du Monde de football, et a été absolument charmé par Lula, qui est un maître du charisme. Pourtant, la [Doctrin Monroe](#) prévaut toujours. Le fait que Lula se rapproche de plus en plus des BRICS - et des BRICS+ élargis - est pratiquement considéré comme un anathème à Washington.

C'est donc sur le terrain de l'environnement que Lula jouera le plus ouvertement. En secret, il s'agira d'un exercice d'équilibre sophistiqué.

Le combo derrière le président des Etats-Unis d'Amérique Joe Biden a appelé Lula pour le féliciter peu après les résultats des élections. Sullivan était à Brasilia pour préparer le terrain en vue d'une visite de Lula à Washington. Le président chinois Xi Jinping lui a pour sa part envoyé une lettre affectueuse, soulignant le « partenariat stratégique global » entre le Brésil et la Chine. Le président russe Vladimir Poutine a appelé Lula en début de semaine - et a souligné leur approche stratégique commune des BRICS.

La Chine est le premier partenaire commercial du Brésil depuis 2009, devant les États-Unis. En 2021, le commerce bilatéral a atteint 135 milliards de dollars. Le problème est le manque de diversification et l'accent mis sur une faible valeur ajoutée : le minerai de fer, le soja, le brut et les protéines animales représentaient 87,4% des exportations en 2021. Les exportations chinoises, quant à elles, sont principalement constituées de produits manufacturés de haute technologie.

La dépendance du Brésil aux exportations de matières premières a certes contribué pendant des années à l'augmentation de ses réserves de change. Mais cela implique une forte concentration de la richesse, une faible fiscalité, une faible création d'emplois et une dépendance aux oscillations cycliques des prix.

Il ne fait aucun doute que la Chine s'intéresse aux ressources naturelles brésiliennes pour alimenter sa nouvelle poussée de développement - ou « modernisation pacifique », comme l'a établi le dernier congrès du parti.

Mais Lula devra faire des efforts pour obtenir une balance commerciale plus équilibrée s'il parvient à faire redémarrer le pays en tant qu'économie solide. En 2000, par exemple, le premier produit d'exportation du Brésil était les avions à réaction [Embraer](#). Aujourd'hui, il s'agit de minerai de fer et de soja, ce qui constitue un autre indicateur désastreux de la désindustrialisation féroce opérée par le projet Bolsonaro.

La Chine investit déjà considérablement dans le secteur électrique brésilien - principalement en raison du rachat d'entreprises publiques par des sociétés chinoises. C'est ainsi que *State Grid* a racheté en 2017 la *CPFL* de Sao Paulo, qui elle-même a racheté une entreprise publique du sud du Brésil en 2021.

Du point de vue de Lula, ceci est inadmissible : un cas classique de privatisation d'actifs publics stratégiques.

Un scénario différent se joue dans l'Argentine voisine. En février, Buenos Aires est devenue un partenaire officiel des Nouvelles Routes de la Soie, ou de l'Initiative Ceinture et Route, avec au moins 23 milliards de dollars de nouveaux projets à la clé. Le système ferroviaire argentin sera modernisé par - qui d'autre ? - des entreprises chinoises, pour un montant de 4,6 milliards de dollars.

Les Chinois investiront également dans la plus grande centrale solaire d'Amérique Latine, dans une centrale hydroélectrique en Patagonie et dans une centrale nucléaire, avec transfert de la technologie chinoise à l'État argentin.

Lula, rayonnant d'un *soft power* inestimable, non seulement sur le plan personnel auprès de Xi mais aussi auprès de l'opinion publique chinoise, peut obtenir des accords de partenariat stratégique similaires, avec une amplitude encore plus grande. Brasilia pourrait suivre le modèle de partenariat iranien - offrir du pétrole et du gaz en échange de la construction d'infrastructures essentielles.

Inévitablement, la voie royale à suivre passera par des coentreprises, et non par des fusions et des acquisitions. Il n'est donc pas étonnant que de nombreux habitants de Rio rêvent déjà d'un train à grande vitesse qui les relierait à Sao Paulo en un peu plus d'une heure, au lieu des six heures que prend actuellement l'autoroute (si vous avez de la chance).

Un rôle clé sera joué par l'ancienne présidente Dilma Rousseff, qui a déjeuné longuement et tranquillement avec quelques-uns d'entre nous à Sao Paulo, prenant son temps pour raconter, dans les moindres détails, tout ce qui s'est passé depuis le jour où elle a été officiellement arrêtée par la dictature militaire (le 16 janvier 1970) jusqu'à ses conversations officieuses avec la chancelière allemande de l'époque, Angela Merkel, Poutine et Xi.

Il va sans dire que son capital politique - et personnel - auprès de Xi et de Poutine est stellaire. Lula lui a offert tous les postes qu'elle souhaitait dans le nouveau gouvernement. Bien qu'il s'agisse encore d'un secret d'État, cette offre s'inscrit dans le cadre d'un effort sérieux visant à améliorer le profil mondial du Brésil, en particulier dans les pays du Sud.

Pour se remettre des six années désastreuses précédentes - dont un *no man's land* de deux ans (2016-2018) après la destitution de la présidente Dilma - le Brésil aura besoin d'un effort national sans précédent de réindustrialisation à presque tous les niveaux, accompagné d'investissements sérieux dans la recherche et le développement, la formation de travailleurs spécialisés et le transfert de technologies.

Pepe Escobar : La Chine peut-elle aider le Brésil à relancer son soft power mondial ?

Il existe une superpuissance qui peut jouer un rôle crucial dans ce processus : La Chine, partenaire proche du Brésil au sein des BRICS+ en pleine expansion. Le Brésil est l'un des leaders naturels du Sud mondial, un rôle très prisé par les dirigeants chinois.

Il s'agit maintenant pour les deux partenaires d'instaurer un dialogue stratégique de haut niveau - à nouveau. La première visite à l'étranger de Lula, très médiatisée, sera peut-être à Washington. Mais la destination qui compte vraiment, alors que nous regardons couler le fleuve de l'histoire, sera Pékin.

[Pepe Escobar](#) pour l'[Asia Times](#)

Original : « [Can China help Brazil restart its global soft power ?](#) »

[Asia Times](#). Hong Kong, China, le 22 Décembre 2022

Traduction de l'anglais et complément d'information pour et par : [El Correo de la Diaspora](#)

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 25 décembre 2022.

Cette <spanxmlns:dct="http://purl.org/dc/terms/" href="http://purl.org/dc/dcmitype/Text" rel="dct:type">création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org